



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Cabo Verde

Programme de Promotion des Opportunités Socio Economiques Rurales (POSER)

Rapport de supervision

Dates de la mission: 02 – 10 juin 2014

Date du document: 13/06/2014

No. du Projet: 876 CV

No. du rapport: 3464- CV

Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Département gestion des programmes

Rapport principal et appendices

Table des matières

Sigles et acronymes

A.	Introduction	3
B.	État d'avancement de l'exécution du Programme	3
C.	Aspects fiduciaires	5
D.	Conclusion	9

Sigles et acronymes

ACD	Association Communautaire de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
CRP	Commission Régionale de Partenaires
CVE	Escudo Cabo Verde
DRF	Demande de Remboursement de Fonds
ECD	Etat Certifié des Dépense
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
MJEDRH	Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines
PLPR	Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
POSER	Programme de Promotion des Opportunités Socio Economiques Rurales
PRPL	Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
RSE	Responsable Suivi/Evaluation
SIGOF	Système Intégré de Gestion des Opérations Financières
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
UCP	Unité de Coordination du Programme
USD	Dollars des Etats Unis d'Amérique

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Cabo Verde du 02 au 10 juin 2014. Elle avait pour objectif de faire le point sur les activités de démarrage du Programme de Promotion des Opportunités Socioéconomiques Rurales (POSER). Plus spécifiquement, il s'agit i) d'apprécier le niveau de mise en place des outils de gestion afin de créer les conditions adéquates pour une gestion optimale des opérations facilitant ainsi les opérations d'audits et les missions de supervision et de revue technique ; ii) de participer à l'atelier technique de lancement du POSER et de contribuer à la bonne compréhension de la stratégie du FIDA relative à la lutte contre la pauvreté et d'exigences en matière de gestion normée des aspects fiduciaires.

2. A Praia, la mission a rencontré la Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et du Développement des Ressources Humaines, Tutelle Technique du Programme. Elle a également rencontré le Directeur du Département de la mobilisation des ressources de la direction nationale de la planification du Ministère des Finances. Au niveau opérationnel, la mission a eu plusieurs séances de travail avec les membres de l'UCP sur tous les aspects relatifs à la clôture du PLPR et au démarrage du POSER. En outre, elle a participé à la première partie de l'atelier national technique de démarrage. Elle a effectué une visite de terrain dans les trois (03) régions (sud, centre et nord) de l'Ile de Santiago.

3. La mission exprime ses vifs remerciements au Gouvernement du Cap-Vert et à toutes les personnes rencontrées pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges effectués. La mission remercie particulièrement l'équipe de coordination du POSER pour la disponibilité du personnel, la qualité de l'organisation des visites et des échanges.

4. Le prêt FIDA (L-I-876-CV) et le Fonds fiduciaire sont entrés en vigueur le 11/02/2013 et les avances initiales, d'un montant de 900 000 euros, ont été mises en place en juillet 2013 pour chaque compte désigné FIDA et FFE.

B. État d'avancement de l'exécution du Programme

5. **Atelier technique national de démarrage.** L'atelier national du POSER, organisé du 05 au 11/06/14, s'inscrit dans le cadre de l'organisation de la gestion et de l'opérationnalisation des structures du Programme. L'objectif est d'assurer une bonne appropriation des instruments techniques et méthodologiques, administratifs et financiers nécessaires à la mise en œuvre optimale des activités du projet afin d'optimiser l'atteinte de ses objectifs.

6. L'atelier, présidé par le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines (Ministre de tutelle), a enregistré la participation d'une soixantaine (60) d'acteurs et partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Programme notamment, les responsables, les présidents et les techniciens de toutes les CRP des zones d'intervention du Programme, les représentants et les agents de l'administration publique (Ministères de Développement Rural et des Finances) et du secteur privé et les partenaires de la société civile ainsi que les membres de la mission de supervision du FIDA.

7. Ainsi, l'atelier a permis d'échanger sur la stratégie d'implantation et d'intervention du Programme et de partager les leçons tirées des résultats de la mise en œuvre du PLPR dans la perspective de la consolidation de la démarche participative et de l'ancrage de nouvelles approches socioéconomiques du POSER axées sur la création d'emplois pour les jeunes. Dans cette dynamique, le développement de partenariats ciblés avec les différents acteurs constitue un axe de passage obligatoire pour accroître les synergies d'intervention et bonifier les résultats.

8. **Suivi/évaluation.** La mission a été informée de la nécessité de procéder à la revue du cadre logique du Programme pour mieux repréciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale du Programme notamment en ce qui concerne : i) les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique (proportion

¹ Composition de la mission : (i) M. Loko Nsimpas, Chargé de Portefeuille/FIDA/Cabo-Verde, Chef de mission (ii) Mme. Virginia Cameron **Finance Officer Regional Team Leader, West & Central Africa Controller's and Financial Services Division Financial Operations Department International Fund for Agricultural Development (IFAD)**; (iii) M. Moulay Tera, Spécialiste en gestion financière.

des chefs de ménage ciblés avec une activité rémunérée pérenne issue des microprojets, proportion des personnes formées par le programme avec un emploi pérenne, proportion des aliments consommés par le groupe cible produits au Cap-Vert) ; ii) l'indicateur « taux de microprojets viables trois ans après leur exécution » du résultat 1.2 ; ii) l'indicateur relatif à la proportion de financement du fonctionnement de la CRP du résultat 2.2. Cette relecture du cadre logique du Programme sera faite avec la participation de tous les acteurs clé impliqués dans la mise en œuvre du Programme.

9. Concernant la réalisation de l'enquête de référence SYGRI, l'UCP va adresser à l'Institut National de Statistiques une lettre invitant cette institution à : i) confirmer sa disponibilité pour réaliser l'enquête de référence ; ii) préparer une proposition technique et financière y relative. En fonction du nombre d'enquêteurs requis, l'UCP informera le Chargé de Portefeuille pour qu'il puisse prendre les dispositions utiles pour obtenir les équipements requis en l'occurrence les toises et les balances. Outre l'enquête de référence SYGRI, d'autres enquêtes pourraient être conduites pour déterminer le niveau de référence d'autres indicateurs, jugés utiles, mais qui ne seraient pas collectés dans l'enquête de référence SYGRI.

10. **Enquête sur la pauvreté rurale.** La mission a été informée de la tenue de l'enquête sur toute l'étendue nationale. Cette étude serait conduite avec la participation des bailleurs de fonds dont la Banque Mondiale. Le FIDA aurait été contacté par les autorités pour une contribution éventuelle. Le Programme contactera les autorités en charge de cette étude en vue de faire le point et communiquera au FIDA les dispositions pour l'exécution de cette étude.

11. **Suivi des activités par les partenaires.** Pour assurer une bonne appropriation des activités du Programme, le programme travaillera en partenariat avec les autres institutions tant étatiques, paraétatiques que privés. Le Programme devra, cependant, formaliser ses relations avec ces différents partenaires sous forme de conventions de performance.

12. **Formation et mise à niveau des ACD.** Dans le cadre du démarrage des activités du POSER, il a été relevé un besoin d'appui en matière de renforcement des capacités des ACD autour notamment des axes ci-après : i) administration interne ; ii) gestion des connaissances (diagnostic social, historique et suivi-autoévaluation participative) ; iii) formation de facilitateurs multidisciplinaires devenant ainsi des interlocuteurs locaux des ministères et des autres institutions spécialisée ; iv) mise en place d'un système d'autoévaluation et de suivi/évaluation participatif ascendant (ACD, CRP, UCP) ; v) préparation des PRLP et de mise en place des réseaux thématiques. Cet appui, prévu en septembre 2014, devra être effectuée dans le cadre d'une assistance technique internationale. Les TDR y relatifs devront être soumis à l'approbation du FIDA.

13. **Micro finance/Fonds BAD et BADEA.** La mission a été informée de l'existence de ressources BAD et BADEA dont d'un montant d'environ 1 000 000 USD pour la BAD, constitué de crédits attribués à 9 IMF (Total de 42 782 980 Escudos CV, environ 534 787,25 USD), de dépôt en demande (1 437 523 Escudos CV, Environ 17 969,04 USD) et de dépôt à terme (36 895 521 Escudos CV, Environ 461 194,01USD). Ce montant provient des remboursements des Fonds attribués aux IMFs dans le cadre du Projet de Promotion Socioéconomiques des Groupes Défavorisés (PSGD) et ont été mis à la disposition du PNLP par la Banque Africaine de Développement (BAD) pour financer les activités de la composante Microfinance du PLPR. La mission est d'avis que compte tenu des besoins importants requis en ressources financières pour le financement des microprojets dans le cadre du POSER, l'Unité de Coordination du Programme devra discuter avec le Gouvernement pour explorer les voies et moyens pour continuer à appuyer le secteur de microfinances, en étroite collaboration avec les CRP. En ce qui concerne les ressources BADEA relatives au financement du PLPR, la mission a été informée de l'existence d'un reliquat d'environ 600 000 dollars. Pour des raisons similaires que ceux évoquées dans le cadre du financement BAD, la mission invite l'UCP à explorer auprès du gouvernement les possibilités d'utilisation de ces ressources dans le cadre du POSER. De plus, dans le cas où l'accord du gouvernement était obtenu pour l'utilisation des ressources BAD et BADEA, le Programme devra alors entreprendre une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance qui devrait être validée par tous les acteurs concernés.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Etat d'avancement de l'exécution du Programme		
Procéder à la relecture du cadre logique du Programme pour mieux préciser les indicateurs retenus dans le document de conception finale notamment en ce qui concerne les trois (03) indicateurs de l'objectif spécifique et les indicateurs des résultats 1.2 et 2.2.	UCP/CRP/Partenaires	31/07/2014
Adresser une correspondance à l'Institut National de Statistiques pour la préparation et la soumission d'une offre technique et financière relative à la réalisation de l'enquête de référence qui pourra également prendre en compte des enquêtes complémentaires concernant le niveau de référence d'autres indicateurs jugés utiles.	Coordonnateur/RSE	30/06/2014
Prendre les dispositions utiles pour obtenir des équipements requis en l'occurrence les toises et les balances pour la réalisation de l'enquête.	FIDA	15/07/2014
Développer des partenariats formalisés avec les institutions étatiques, paraétatiques et privées sur la base de conventions de performance.	UCP/CRP/Partenaires	31/08/2014
Préparer et soumettre au FIDA les TDR relatifs à l'appui en matière de renforcement des capacités des ACD prévu en septembre 2014.	Coordonnateur/Responsable AFC	30/06/2014
Statuer sur la possibilité d' utiliser les reliquats des fonds BAD et BADEA comme complément aux actions du POSER pour faire face aux besoins importants requis en matière de ressources financières nécessaires au financement des microprojets.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/08/2014
Entreprendre en cas d'acceptation une étude/analyse pour déterminer la stratégie d'intervention de la composante microfinance et la faire valider par tous les acteurs.	Coordonnateur/Responsable Composante PRPL	31/10/2014

C. Aspects fiduciaires

14. La prise en charge des opérations administratives, financières et comptables du Programme n'est encore à jour à cause notamment du retard observé dans l'installation du logiciel Tom2Pro. Ainsi, les pièces comptables de 2013 et 2014 ne sont pas encore imputées et enregistrées. Des travaux de rattrapage seront engagés dès la mise en œuvre du logiciel prévue avant la fin du mois de juin 2014, ce qui permettra d'obtenir, avant le 31/07/14, une situation régularisée au 30/06/14. Dans cette perspective et compte tenu du niveau relativement peu élevé des dépenses effectuées au 31/12/13, la mission estime que leur audit sera différé pour être couplé avec celui des comptes 2014 qui sera fait avant le 30/06/15. Ce report de l'audit sera confirmé après la réception au plus tard le 13/06/14 du rapport détaillé des dépenses exécutées au 31/12/13. Des actions importantes sont envisagées avant le 30/09/14 pour l'élaboration des outils de gestion indispensables pour conforter le dispositif de prise en charge des aspects fiduciaires et en accroître la consistance, la fiabilité, la transparence etc. D'autres questions essentielles vont nécessiter des actions rapides de régularisation pour une mise en conformité avec l'accord de financement notamment en ce qui concerne : i) la nature de la contrepartie de l'Etat en numéraire et en taxes ; ii) la monnaie du et/ou des comptes désignés ; iii) la revue de l'annexe 2 en fonction d'une répartition plus simple du financement établie sur la base d'un « pari passu ». Un processus d'amendement de l'accord sera engagé dans les jours à venir pour rétablir la bonne règle. Pour rappel, la ratification de l'amendement relatif au prêt complémentaire FIDA est en cours et elle devrait intervenir avant le 30/06/14.

15. Personnel du Projet. Le processus de recrutement du personnel additionnel de l'UCP est presque achevé. L'effectif actuel du Programme est de 69 agents dont 15/UCP et 54/CRP. Il sera porté à 72 avec le recrutement des trois (03) agents suivants : i) le Gestionnaire de la CRP de FOGO ; ii) le Comptable de la CRP de BRAVA ; iii) le Comptable/Siège. Par ailleurs, tous les contrats du personnel recruté sont signés sur la base d'une période de six (06) ans correspondant à l'achèvement du projet, renouvelable annuellement sur la base d'une évaluation des performances. Néanmoins, il a été porté à l'attention de la mission des préoccupations salariales pour certains agents notamment les chauffeurs. Pour cette question, il a été convenu que l'UCP soumettra à l'appréciation FIDA la situation des personnes concernées et les propositions de reclassement y relatives dans une limite raisonnable des ressources à affecter.

16. Manuels d'exécution et de gestion. Manuels d'exécution et de gestion. La mission a procédé à une évaluation des besoins en matière d'outils de conduite des opérations techniques et de gestion. Ainsi, en ce qui concerne le manuel de procédures administratives, financières et comptables, il a été retenu de faire élaborer le document par un expert financier et comptable local possédant une expertise avérée en matière

de connaissance et de mise en œuvre de procédures des bailleurs de fonds relatives à la gestion normée des aspects fiduciaires. A cet égard, la mission a eu des échanges avec des prestataires potentiels qui pourraient constituer la liste restreinte de consultation. La mission s'est engagée à préparer et à transmettre à l'UCP un projet de TDR ainsi qu'un canevas d'articulation des procédures. Pour assurer une meilleure appropriation du manuel par les utilisateurs concernés, le manuel sera écrit d'abord en portugais pour mieux être partagé et validé par les parties prenantes au programme, puis traduit en français pour les besoins des équipes extérieures de supervision et d'audit.

17. Pour le manuel d'exécution et de gestion des microprojets, il sera également fait appel à une expertise locale pour appuyer l'UCP à l'élaborer. Un modèle de manuel d'opérations sera mis à la disposition du Programme pour faciliter l'exercice. Enfin, la mission a réaffirmé sa disponibilité pour apporter son appui lors des ateliers de restitution et de validation des manuels concernés.

18. Logiciel de gestion. La version Tom2Pro de Tomate en cours d'acquisition auprès du représentant local de la société Tomate. Le contrat qui va être signé prévoit, outre la fourniture du progiciel (installation, paramétrage et test), la formation initiale de base et la maintenance de l'outil. Pour la bonne règle, l'UCP devra s'assurer d'avoir le format/FIDA, ce qui permettra le paramétrage des formulaires/FIDA nécessaire à la génération automatique des DRF/DPD à partir du système et des autres formulaires disponibles notamment ceux relatifs à la reconstitution du compte spécial, aux états financiers, au registre des contrats, à la fiche de suivi des contrats et au rapport financier intérimaire. La mission a informé l'UCP de l'importance de la participation, le moment venu, des responsables techniques aux séances de paramétrage analytique du logiciel. Ceci est important pour s'assurer que le paramétrage est conforme et répond bien aux besoins réels de chaque composante du Programme.

19. Immobilisations. La recommandation formulée au cours de la mission d'appui de février 2014 reste d'actualité. Il s'agit du traitement des biens du PLPR que l'Etat a décidé de mettre à la disposition du POSER et pour lesquels, il faudra procéder à la validation des inventaires physiques des immobilisations qui ont été effectués le 31/03/2013 pour les CRP et le 30/09/2013 pour l'UCP en tenant compte notamment des recommandations de l'audit des comptes 2012/2013. Cette validation devra être conduite par les autorités de tutelle technique et financière du Projet et devra faire l'objet d'un procès-verbal de transfert des biens en bon état au POSER. En ce qui concerne la prise en charge comptable des éléments concernés, il sera indiqué d'en évaluer les valeurs avec l'appui d'un expert et les comptabiliser comme contrepartie de l'Etat. Certaines immobilisations jugées inutilisables devraient être sorties du lot des immobilisations du Programme et transférées au patrimoine de l'Etat. Par ailleurs, la mission insiste sur l'importance de la codification des immobilisations et de leur marquage afin de rendre plus aisés les inventaires physiques et le rapprochement avec les données comptables. Pour accélérer ce processus et en cas de besoin, la mission estime que les frais relatifs à la participation des autorités de tutelle technique et financière seront pris en charge par le Programme.

20. **PTBA 2014.** Le PTBA/2014 a été envoyé au FIDA le 18/02/2014 avec un décalage par rapport à l'échéance fixée dans l'accord de financement. La non objection a été obtenue le 24/03/2014. Le montant total de ce PTBA 2014 est de 3 561 084 USD dont : 1 604 967 USD/FIDA ; 1 427 941 USD/FFE ; 340 568 USD/Etat et 187 608 USD/Bénéficiaires. Au 30/04/2014, les dépenses exécutées se chiffrent à 14 934 028,38 CVE soit environ 186 708,69 USD, ce qui représente un taux d'exécution relativement faible de 5,24%.

Gestion financière et décaissements.

21. Dépenses au 31/12/13 et 30/04/14. En l'absence d'une comptabilisation provisoire des opérations, la mission a demandé l'élaboration d'un rapport financier détaillé relatif à l'exécution desdites opérations. Ce rapport n'ayant pas pu être achevé durant la mission, il a été convenu de le faire parvenir au FIDA avant le 13/06/14 en tenant compte notamment des éléments ci-après :

- les dépenses détaillées par bailleur et par catégorie au 31/12/13 ;
- les dépenses détaillées par bailleur et par catégorie au 30/04/14 ;
- la reconstitution du compte désigné/FIDA au 31/12/13 et au 30/04/14 ;
- la reconstitution du compte désigné/FFE au 31/12/13 et au 30/04/14 ;
- la situation de justification des sommes avancées aux CRP au 31/12/13 et au 30/04/14 ;
- la situation des sommes reçues au titre de la contrepartie au 31/12/13 ainsi que les dépenses détaillées y relatives ;

- la situation des sommes reçues au titre de la contrepartie au 30/04/14 ainsi que les dépenses détaillées y relatives.

22. Il faudra également assurer un contrôle de cohérence entre les dépenses détaillées par bailleur et les montants tirés de chaque compte désigné et non encore soumis sur DRF (cf. reconstitution du compte spécial, formulaire 104).

23. Conformité avec l'accord de financement. La mise en conformité vise les éléments ci-après de la section B de l'amendement en cours de ratification de l'accord de financement : i) les points 10 et 11 relatifs au compte désigné en USD et au compte d'opération en CVE : actuellement le compte désigné est en euros et il n'y a pas de compte d'opération dans la mesure où la parité euro/CVE est fixe ; ii) le point 12 concernant le montant d'environ quatre (04) millions/USD, représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services : cette disposition devra être reprise en précisant qu'il s'agit d'une contrepartie de quatre (04) millions/USD dont deux (02) millions/USD pour la prise en charge par l'Emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du Trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Programme ; deux (02) millions de USD pour le financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service.

24. Par ailleurs, il sera nécessaire de revoir l'annexe 2 de l'accord de financement sur la base de l'affectation des ressources sous forme de « pari passu ». Le tableau d'affectation des ressources indiquera les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du Fonds, du prêt supplémentaire du Fonds et du prêt du Fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du Fonds, du prêt supplémentaire du Fonds et du prêt du Fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le Fonds en « pari passu » selon un ratio 31/23/46 entre le prêt du Fonds, le prêt supplémentaire du Fonds et le prêt du Fonds fiduciaire. Les critères de prise en charge, concernant les catégories de dépense partagées avec la contrepartie, seront spécifiés dans le manuel des procédures administratives, financières et comptables du programme.

25. Demande de Remboursement de Fonds (DRF). La mission a relevé que depuis la mise en place en mai 2013 des avances initiales de 900 000 USD pour chaque compte FIDA/FFE, aucune DRF n'a été encore soumise. Il est vrai que les 30% des dotations initiales n'étaient pas atteints ; cependant, les dépenses y relatives dépassaient la période de trois (03) mois requise pour la présentation de la DRF. A l'heure actuelle, la présentation de cette DRF va être assujettie à : i) la revue de l'affectation des ressources du financement sous forme d'un « pari passu », ce qui va nécessiter l'amendement de l'annexe II de l'accord de prêt sur la base des taux établis ; ii) l'élaboration de la lettre à l'emprunteur avec notamment l'établissement des seuils de passation des marchés, d'examen préalable et surtout du seuil des ECD. Malgré l'importance et l'urgence attachées à cette DRF, la mission estime qu'il est préférable d'attendre la régularisation des points évoqués avant toute soumission.

26. Affectation des ressources/PRLP. Les fonds/PLPR concernent la mise en œuvre d'actions liées à la réalisation de microprojets centrés sur les activités économiques inclusives (femmes et jeunes) et durables et de formation pour l'emploi à long terme des populations pauvres rurales. La répartition des fonds PLPR se fera au démarrage sur la base du ratio ci-après : i) 40% des ressources équitablement versées à chaque île ; ii) 60% sur la base, notamment de l'importance de la population et de l'indice de pauvreté. Cette affectation des ressources sera évaluée à la fin de la première année et des ajustements éventuels pourraient être effectués.

27. **Contrepartie.** Le rapport financier en cours de préparation va également préciser les montants en numéraire mobilisés au titre des fonds de contrepartie en 2013 et en 2014 et les dépenses effectuées sur ces ressources. La contrepartie va prendre en charge notamment : i) 100% de l'assurance sociale du personnel de l'UCP et des CRP, l'acquisition de six (06) véhicules dont quatre (04)/CRP et deux (02)/PLPRGOV ; ii) 100% des dépenses relatives à la gestion participative des connaissances, aux supports de renforcement des connaissances, à l'assistance technique ADI ; iii) 50% des salaires du Coordonnateur ; iv) 30% un (01) véhicule, équipement et fonctionnement/UCP.

28. **Comptabilité.** Le traitement de la comptabilité 2013 et de 2014 n'est pas encore effectif. La principale raison réside dans l'acquisition, l'installation et la mise en œuvre du logiciel de gestion financière et comptable Tom2Pro. Il sera donc nécessaire de procéder, dès l'achèvement du processus, au rattrapage de la prise en charge des dites comptabilités au 31/07/14. En ce qui concerne le suivi des comptes

bancaires, les rapprochements mensuels y relatifs ont été rendus disponibles. Ils n'appellent pas d'observation particulière en matière notamment d'écritures en suspens.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Aspects fiduciaires		
Procéder au recrutement résiduel du personnel du Programme : Gestionnaire CRP/Fogo ; Comptable CRP/Brava ; Comptable/UCP.	UCP/Tutelle	31/07/2014
Soumettre à l'appréciation du FIDA les propositions de régularisation des salaires du Chauffeur.	Coordonnateur	31/07/2014
Prendre toutes les dispositions nécessaires, en tenant compte des orientations données par la mission, pour l'élaboration, la validation, l'internalisation des outils de conduite des opérations techniques de gestion : manuel de procédures administratives, financières et comptables ; manuel d'exécution des microprojets.	Coordonnateur	30/09/2014
Transmettre à l'UCP les TDR et un canevas relatifs au manuel de procédures.	FIDA	30/06/2014
Transmettre à l'UCP un modèle de manuel de microprojets.	FIDA	30/06/2014
Procéder au paramétrage du logiciel Tom2Pro, format FIDA en associant les responsables techniques pour optimiser les aspects techniques.	Coordonnateur/RAF	31/07/2014
Valider les inventaires des immobilisations du PLPR en relation avec les autorités de tutelle technique et financière avec prise en charge de leurs déplacements et dresser un procès verbal du transfert des éléments jugés en bon état, au POSER.	UCP/Tutelle/Ministère des Finances	31/07/2014
Faire évaluer les valeurs de transfert, codifier et marquer les immobilisations et comptabiliser	RAF/Comptable/Assistant avec l'appui d'un Expert	31/08/2014
Faire parvenir au FIDA les rapports financiers requis relatifs aux dépenses détaillées par bailleur (FIDA/FFE) et par catégorie au 31/12/13 et au 30/04/14 y compris les dépenses exécutées sur les ressources de contrepartie. Elaborer également les reconstitutions des comptes désignés (FIDA/FFE) aux mêmes périodes et assurer en même temps les contrôles de cohérence nécessaires.	Coordonnateur/RAF/Comptable	13/06/2014
Assurer le suivi de la ratification de l'amendement relatif au prêt complémentaire FIDA qui est en cours.	Coordonnateur	30/06/2014
Prendre les dispositions nécessaires pour la mise en conformité de l'accord de financement en ce qui concerne : i) les points 10, 11 et 12 de la section B de l'amendement en cours de ratification ; ii) l'annexe 2 pour tenir compte d'une répartition des ressources FIDA 1, FIDA 2 et FFE sous forme de « pari passu ».	UCP/Ministère des Finances/FIDA	31/08/2014
Préparer et transmettre au Programme la lettre à l'emprunteur avec notamment les seuils de passation des marchés, d'examen préalable et le seuil des ECD dès la signature de cet amendement de mise en conformité.	FIDA	15/09/2014
Attendre la signature de cet amendement de mise en conformité et la réception de la lettre à l'emprunteur pour soumettre la DRF en instance d'élaboration.	Coordonnateur/RAF	30/09/2014
Démarrer avec une répartition des ressources/PRPL sur la base du ratio 40%/60% et évaluer le système à la fin de l'année pour opérer des ajustements éventuels.	UCP/CRP/Tutelle	31/12/2014

Assurer la bonne prise en charge des éléments à cofinancer par la contrepartie conformément à la table des coûts.	Coordonnateur/RAF/Comptable	Pour mémoire
Assurer le rattrapage sur le logiciel Tom2Pro de la comptabilité 2013 arrêtée au 31/12/2013 et de celle de 2014 arrêtée au 30/06/2014, en rendant disponibles tous les extrants vérifiables.	Coordonnateur/RAF/Comptable	31/07/2014
Statuer sur la base du rapport financier des dépenses exécutées au 31/12/13 sur l'opportunité de faire un audit de la période.	FIDA	30/06/2014

D. Conclusion

29. Le Programme devra rapidement élaborer, valider les outils de mise en œuvre technique et de gestion des aspects fiduciaires. Il s'agira, sur la base des orientations données au cours de la présente mission, de disposer au plus tard le 30/09/2014 du manuel d'exécution et des microprojets et de celui relatif aux procédures administratives, financières et comptables. Dans le même temps, il faudra ratifier urgemment l'amendement de l'accord de financement concernant le prêt complémentaire FIDA et préparer un autre amendement relatif à la mise en conformité de l'accord en ses points 10, 11 et 12 de la section B et en son annexe 2 pour une affectation des ressources FIDA 1, FIDA 2 et FFE sous forme de « pari passu ». Cette opération de régularisation conditionne l'élaboration et la transmission de la lettre à l'emprunteur ainsi que la soumission de la première demande de remboursement (DRF). Sur le plan opérationnel, le recrutement du personnel résiduel (gestionnaire et comptables) et le rattrapage des comptabilités 2013 et 2014 sur le logiciel Tom2Pro correctement paramétré nécessitent un suivi rapproché pour assurer le respect des échéances. La prochaine mission de supervision du Programme devra donner des assurances sur la fiabilité de la conduite normée des opérations. Enfin, pour mettre en place un système de suivi et évaluation efficace, le projet devra prendre, dans les meilleurs délais, des dispositions idoines pour la réalisation de l'enquête de référence pour les indicateurs d'impact (enquête SYGRI) et l'enquête socio-économique (indicateurs d'effets).

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Cabo Verde	Identification du prêt/ don:
Nom du projet: POSER	
Organisme d'exécution: Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de Développement des Ressources Humaines	CPM: Monsieur Luyaku Loko Nsimplasi
Responsable financier chargé de l'examen/Mme Virginia Cameron, Chargée des finances CFS/FIDA et Mr Moulaye Idrissa Tétra, Consultant	Date de l'examen: 06/06/2014

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
.Risque inhérent			
.Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Le dispositif organisationnel prévu est mis en place au niveau de l'UCP et des CRP (cadres et personnel de soutien logistique). Il reste à recruter les trois (03) agents suivants : i) le Gestionnaire de la CRP de FOGO ; ii) le Comptable de la CRP de BRAVA ; iii) le Comptable/Siège.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	M	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables existant et élaboré en interne devra être revu avant le 30/09/2014. Il précisera pour chaque poste des termes de référence opérationnels avec les liaisons hiérarchiques et fonctionnelles requises.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Le personnel de gestion financière du Programme comprend : i) à l'UCP, une RAF, un Comptable (à recruter), un Assistant Comptable et une Assistante Administrative ; ii) dans chaque CRP, un Gestionnaire et un Comptable. Avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2pro, une formation va être effectuée pour renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre du logiciel. Une formation complémentaire sur la gestion des aspects fiduciaires d'une manière générale sera effectuée au cours de la validation du manuel des procédures
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	E	Le manuel de procédures de gestion ainsi que le manuel d'exécution et des microprojets ne seront disponibles, validés et internalisés qu'à la fin du mois de septembre 2014.

e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	E	Le manuel de procédures qui va être élaboré prendra en compte une procédure d'évaluation du personnel basée sur la Direction/Gestion par objectif (DPO/GPO). Elle devra être mise en œuvre en 2015 sur la base des objectifs et des résultats de l'année.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Existence d'une couverture assurance maladie.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Les cotisations sont versées régulièrement et les remboursements des allocations familiales sont effectués normalement.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	Le personnel ne semble pas être suffisamment informé. Il sera nécessaire de transmettre à l'UCP les documents physiques sur ces politiques et indiquer les liens informatiques y relatifs.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels.	M	Le PTBA 2014 approuvé par le CP a été transmis au FIDA le 18 février 2014 avec un retard par rapport au délai de l'accord de financement. La non objection a été obtenue le 24/03/2014. Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	M	Le PTBA a été élaboré en fonction du canevas : par bailleur, par composante et par catégorie avec un chronogramme et accompagné d'un PPM. Le lien de ce PPM avec le système national (SIGOF) n'est pas encore établi.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Depuis la mise en place en mai 2013 des avances initiales de 900 000 USD pour chaque compte FIDA/FFE, aucune DRF n'a été encore soumise. Il est vrai que les 30% des dotations initiales n'étaient pas atteints ; cependant, les dépenses y relatives dépassaient la période de trois (03) mois requise pour la présentation de la DRF. A l'heure actuelle, la présentation de cette DRF va être assujettie à : i) la revue de l'affectation des ressources du financement sous forme d'un « pari passu », ce qui va nécessiter l'amendement de l'annexe II de l'accord de prêt sur la base des taux établis ; ii) l'élaboration de la lettre à l'emprunteur avec notamment l'établissement des seuils de passation des marchés, d'examen préalable et surtout du seuil des ECD. Malgré l'importance et l'urgence attachées à cette DRF, la mission estime qu'il est préférable d'attendre la régularisation des points évoqués avant toute soumission.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Les fonds de contrepartie en numéraire ont été rendus disponibles en 2013 et en 2014. Ces fonds sont dans un compte géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par

			le Programme. La contrepartie exprimée en taxes est assujettie à l'exécution du PTBA .
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Des ressources ont été mises à la disposition des CRC en 2013 et en 2014. Les rapports financiers demandés pour le 13/06/14 préciseront les niveaux de justification de ces ressources.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Il n'y a que le compte de contrepartie géré par le trésor à travers le SIGOF sur la base des engagements ordonnés par le Programme.
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Les dotations initiales des comptes désignés FIDA/FFE sont adéquates : 900 000 euros pour chaque compte.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	N/A	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	N/A	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	M	Processus de décaissement non encore entamé. L'évolution sera assujettie à l'amendement de l'accord de financement notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un « pari passu ». (cf. 3a)
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	M	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a)
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Processus de décaissement non encore entamé. L'évolution sera assujettie à l'amendement de l'accord de financement notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un « pari passu ». (cf. 3a)
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	M	Les rapprochements bancaires des comptes gérés par l'UCP effectués mensuellement, ont été rendus disponibles. Pour la bonne règle, ils doivent être établis et visés par le Comptable, validés par le RAF et approuvés par le Coordonnateur. Les rapprochements des comptes des CRP devront être élaborés par les Comptables et validés par les Gestionnaires. L'UCP devra procéder systématiquement à la reconstitution mensuelle comptes désignés et également lors de la soumission des DRF.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	E	Processus de décaissement non encore entamé (cf. 3a). Informations non encore disponibles pour l'exécution des PTBA 2013 et 2014.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A

4. Contrôles internes		
a. Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	M	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables existant et élaboré en interne devra être revu avant le 30/09/2014. Il précisera pour chaque poste des termes de référence opérationnels avec les liaisons hiérarchiques et fonctionnelles requises. Il mettra en évidence, l'objet de la procédure, son champ d'application, les règles essentielles de gestion et la description détaillée des procédures avec les séquences itératives (personnes en charge, actions à mettre en œuvre, sources de vérification).
b. La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	M	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables existant et élaboré en interne devra être revu avant le 30/09/2014. Il précisera pour chaque poste des termes de référence opérationnels avec les liaisons hiérarchiques et fonctionnelles requises. Il mettra en évidence, l'objet de la procédure, son champ d'application, les règles essentielles de gestion et la description détaillée des procédures avec les séquences itératives (personnes en charge, actions à mettre en œuvre, sources de vérification).
c. Respect du manuel financier	M	Le manuel de procédures administratives, financières et comptables existant et élaboré en interne devra être revu avant le 30/09/2014. Il précisera pour chaque poste des termes de référence opérationnels avec les liaisons hiérarchiques et fonctionnelles requises. Il mettra en évidence, l'objet de la procédure, son champ d'application, les règles essentielles de gestion et la description détaillée des procédures avec les séquences itératives (personnes en charge, actions à mettre en œuvre, sources de vérification).
d. Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	M	Les cofinanciers autres que le FIDA et FFE sont d'une part, l'Etat dont les ressources de contrepartie sont gérées par le trésor sur la base des engagements ordonnés par le Programme et d'autre part, les bénéficiaires à travers la mise en œuvre des microprojets qui n'a pas encore démarré et qui nécessite notamment l'élaboration d'un manuel d'exécution et de microprojets clair et précis et présentant toutes les sécurités pour l'audit (disponible au plus tard le 30/09/2014).
e. Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	M	Le registre des contrats, le tableau de suivi de l'exécution physique et financière des contrats et la fiche de suivi des contrats ne sont pas encore en place (cf. élaboration du manuel de procédures).
f. Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	M	Cf. élaboration du manuel de procédures financières, administratives et comptables.
g. Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	M	Cf. élaboration du manuel de procédures financières, administratives et comptables.
h. Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	M	Cf. élaboration du manuel de procédures financières, administratives et comptables.
i. Adéquation de la gestion physique de l'argent	M	Cf. élaboration du manuel de procédures financières, administratives et comptables.

j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Cf. élaboration du manuel de procédures financières, administratives et comptables.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	E	Informations non encore disponibles.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Rapport financier en cours de finalisation.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	M	Lettre à l'emprunteur non encore disponible.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	E	La recommandation formulée au cours de la mission d'appui de février 2014 reste d'actualité. Il s'agit du traitement des biens du PLPR que l'Etat a décidé de mettre à la disposition du POSER et pour lesquels, il faudra procéder à la validation des inventaires physiques des immobilisations qui ont été effectués le 31/03/2013 pour les CRP et le 30/09/2013 pour l'UCP en tenant compte notamment des recommandations de l'audit des comptes 2012/2013. Cette validation devra être conduite par les autorités de tutelle technique et financière du Projet et devra faire l'objet d'un procès-verbal de transfert des biens en bon état au POSER. En ce qui concerne la prise en charge comptable des éléments concernés, il sera indiqué d'en évaluer les valeurs avec l'appui d'un expert et les comptabiliser comme contrepartie de l'Etat. Certaines immobilisations jugées inutilisables devraient être sorties du lot des immobilisations du Programme et transférées au patrimoine de l'Etat. Par ailleurs, la mission insiste sur l'importance de la codification des immobilisations et de leur marquage afin de rendre plus aisés les inventaires physiques et le rapprochement avec les données comptables. Pour accélérer ce processus et en cas de besoin, la mission estime que les frais relatifs à la participation des autorités de tutelle technique et financière seront pris en charge par le Programme.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	E E F	Cf. 4n Informations non disponibles
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Assurance nationale obligatoire pour les véhicules. Cependant les biens du Programme ne sont pas assurés.
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	M	Informations non disponibles.

r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Les fonds de contrepartie sont gérés par le trésor à travers le SIGOF et le compte est mouvementé sur la base des engagements ordonnés par le Programme. En ce qui concerne les ressources FIDA/FFE, elles sont également gérées à travers le système et les comptes sont domiciliés à la Banque Centrale et mouvementés à partir des ordonnancements du Programme. Au niveau des CRP, les comptes sont domiciliés dans les banques commerciales.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Extraits de comptes reçus, rapprochements bancaires effectués sur la base de l'extrait et du journal de banque.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Au niveau du siège, il y a un contrat de maintenance des équipements et matériels informatiques. Il est prévu également, avec l'installation et le paramétrage du logiciel Tom2Pro, un contrat d'assistance et de maintenance. Il reste à trouver des solutions adéquates au niveau des CRP.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	M	Mise en œuvre d'une comptabilité d'engagement conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	Comptabilité en partie double conformément aux normes comptables du Cabo Verde en phase avec les IFRS. Le logiciel Tom2Pro permettra de tenir une comptabilité générale, budgétaire et analytique et de fournir les extraits y relatifs. Le paramétrage de Tom2PRO tiendra compte de ces exigences.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	M	Tenir compte d'un classement dédié aux ECD.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	E	Cf. 4n
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes.	M	Formaliser dès la finalisation de l'installation et du paramétrage de Tom2Pro, une sauvegarde journalière sur disque dur extérieur : un sur site et un à domicile.

F	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	E	Le traitement de la comptabilité 2013 et de 2014 n'est pas encore effectif. La principale raison réside dans l'acquisition, l'installation et la mise en œuvre du logiciel de gestion financière et comptable Tom2Pro. Il sera donc nécessaire de procéder, dès l'achèvement du processus, au rattrapage de la prise en charge des dites comptabilités au 31/07/14. En ce qui concerne le suivi des comptes bancaires, les rapprochements mensuels y relatifs ont été rendus disponibles. Ils n'appellent pas d'observation particulière en matière notamment d'écritures en suspens.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	E	La contrepartie 2013 et 2014 en numéraires est disponible. Celle exprimée en taxes suit l'exécution du PTBA. La comptabilisation des éléments y relatifs se fera dans le cadre du rattrapage de la mise à jour de la comptabilité du Programme. En ce qui concerne la contribution des bénéficiaires, dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets, elle sera comptabilisée lorsque des activités ouvrant droit à cette contribution seront exécutées.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	E	Rapport financier en cours de finalisation.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	N/A	Pas encore effectif.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Les fonctionnalités de Tom2Pro permettront de fournir les éléments de la comptabilité analytique et le suivi budgétaire par axe d'analyse/Bailleur, composante, catégorie avec les différents taux d'exécution. Rapports commentés à transmettre aux responsables concernés.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	M	une recommandation essentielle relative aux immobilisations à transférer n'a pas été mise en œuvre.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	NA	NA

8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	NA	
b.	Respect des termes de référence	N/A	
c.	Ponctualité du rapport d'audit	N/A	Compte tenu du niveau relativement peu élevé des dépenses effectuées au 31/12/13, la mission estime que leur audit sera différé pour être couplé avec celui des comptes 2014 qui sera fait avant le 30/06/15. Ce report de l'audit sera confirmé après la réception au plus tard le 13/06/14 du rapport détaillé des dépenses exécutées au 31/12/13.
d.	Qualité de l'audit	N/A	
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	NA	

Annexe III

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision

Projet PADAER

Organisme d'exécution: _____

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	M	Finaliser le recrutement des trois (03) agents suivants : i) le Gestionnaire de la CRP de FOGO ; ii) le Comptable de la CRP de BRAVA ; iii) le Comptable/Siège. Assurer l'élaboration, la validation et l'internalisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables de même que celui relatif à l'exécution et aux microprojets avant le 30/09/2014.
2. Budget	M	Respecter le délai de transmission du PTBA au FIDA conformément à l'accord de financement.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Malgré l'importance et l'urgence attachées au démarrage du processus de décaissement, la soumission des DRF sera assujettie à l'amendement de l'accord de prêt notamment en ce qui concerne l'affectation des ressources de financement sur la base d'un « pari passu ».
4. Contrôles internes	M	L'efficacité de la mise en œuvre du contrôle interne dépendra dans une large mesure des procédures détaillées y relatives contenues dans le manuel de procédures administratives, financières et comptables et dans celui des microprojets.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Dès l'installation de Tom2Pro, assurer un back –up systématique des informations comptables : disques durs externes et lieux extérieurs.
6. Rapports et suivi	M	Adapter et mettre à la disposition du programme le canevas de rapport intérimaire et indiquer la périodicité de soumission de ce rapport.
7. Audit interne	NA	N/A
8. Audit externe	N/A	Statuer en fonction des éléments du rapport des dépenses effectuées au 31/12/13 sur l'opportunité d'effectuer un audit des comptes de cette période.
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires : Risque élevé à tendance moyenne dès que les outils de gestion seront rendus disponibles (30/09/2014). Un suivi rapproché est donc requis.